

*Tarif des douanes*

En ce qui a trait à l'adaptation des élites, j'ai bien peur que cela ne s'arrête pas là en l'occurrence. Le gouvernement est impopulaire. Je le déplore. Je vous respecte, monsieur le Président, mais je sais que même votre siège pourrait être menacé lors des prochaines élections, du fait de l'impopularité du premier ministre et du gouvernement dans son ensemble.

Le gouvernement est vraiment très impopulaire chez les Canadiens et il adopte de plus en plus une position de droite pour ce qui est des orientations qu'il entend imposer au Canada. Il croit dans la privatisation, dans la déréglementation et dans la non intervention totale dans le secteur énergétique, et il a tenté encore l'autre jour de déréglementer complètement le secteur des transports. Le gouvernement souhaite modifier du tout au tout la façon dont le Canada est administré.

Comment cela va-t-il changer l'orientation du Canada? En remettant l'avenir du Canada entre les mains des grandes entreprises, dont beaucoup sont américaines et en enlevant aux Canadiens le pouvoir et l'influence qu'ils exercent traditionnellement par l'entremise de leurs gouvernement.

J'ai parlé il y a quelques minutes de Sir John A. Macdonald. Sir John A. était un pragmatiste, en plus d'être un grand amateur de scotch. Il avait compris que nous ne pourrions pas créer un pays qui s'appellerait le Canada à moins de mettre la main à la pâte et d'édifier nous-mêmes ce pays. Il a créé un chemin de fer national sans lequel nous n'aurions pas de pays.

A l'époque du premier ministre conservateur R.B. Bennett, un homme qu'on a peut-être parfois tendance à traiter un peu trop dédaigneusement, il y a eu la création d'Air Canada, qui a été un autre outil permettant d'unifier le pays, un outil que le gouvernement actuel veut privatiser. La Société Radio-Canada a également été créée à cette époque, et il s'agit aussi d'un organisme national qui contribue à cimenter le pays et que le gouvernement actuel aimerait privatiser, s'il avait l'occasion de le faire.

Pendant les années 20 et 30, le Canadien national a été mis sur pied, encore une fois pour aider à unifier le pays. Que se passe-t-il de nos jours? Tout cela est maintenant examiné à la loupe par la ministre d'État à la privatisation (M<sup>me</sup> McDougall). Si le gouvernement pense qu'il peut s'en débarrasser, il n'hésitera pas à le faire.

Le gouvernement préfère défendre les riches et oublier les débardeurs de Montréal que leurs employeurs menacent d'un lock-out, et les gardiens de la Brinks que j'ai accompagnés aujourd'hui même sur la ligne de piquetage. Ils ont été forcés de faire la grève parce qu'ils ont reçu des hausses salariales de seulement 50c. l'heure depuis cinq ans et demi. Ce sont des Canadiens ordinaires qui souffrent à cause des échéances imposées par le gouvernement.

Qu'est-ce qui arrive à l'entente commerciale? Quelles concessions a-t-on faites? Il semble que seul le Canada ait fait des concessions et qu'il n'obtiendra rien en retour. En fait, on va nous empêcher d'utiliser notre énergie comme instrument de développement économique. On va nous empêcher de continuer à nous servir de l'agriculture comme moyen pour maintenir la vie rurale au Canada. On va nous empêcher d'établir des

industries et de créer des emplois dans les régions de l'Atlantique. On va intervenir pour empêcher le gouvernement de jouer son rôle traditionnel et d'assurer aux Canadiens une présence culturelle ici au Canada.

De plus en plus de commentateurs disent qu'il est difficile de voir où les Américains ont fait des concessions. Les journaux d'aujourd'hui rapportent que le banquier bien connu, M. Cedric Ritchie—certainement pas un néo-démocrate—a écrit au président ou directeur du Conseil canadien des chefs d'entreprises pour dire qu'il n'appuie plus la position des hommes d'affaires en faveur de l'accord de libre-échange. Je pense que c'est très important parce que, dans le contexte du projet de loi à l'étude, M. Ritchie dit que les arrangements proposés sont tellement unilatéraux que le Canada est en train de se défaire de tous ses leviers pour négocier, mais sans obtenir les concessions nécessaires en échange.

**Une voix:** C'est ridicule.

**M. Cassidy:** Le député dit que c'est ridicule, mais pourtant c'est vrai. A mon avis, les propos de M. Ritchie sont très pertinents. Étant donné les grandes lignes de l'entente, il pense que nous n'avons peut-être pas réalisé tellement de progrès pour ce qui est d'atteindre notre principal objectif qui consiste à avoir un marché assuré aux États-Unis. C'est pourtant là-dessus qu'on se base pour expliquer pourquoi le Canada réduit ses propres tarifs de 2 milliards de dollars alors que les États-Unis ne réduisent les leurs que de 1 milliard de dollars.

• (1750)

La question des subventions reste vague. On continuera à en discuter pendant cinq ou sept ans. Dieu sait ce qui arrivera par la suite. Entre-temps, comme il est très difficile d'augmenter les tarifs après les avoir réduits, nous n'aurons plus aucun moyen de représailles si les Américains ne jouent pas franc jeu. Soit dit en passant, nous avons de bonnes raisons de croire que les Américains ont tendance à ne pas jouer franc jeu.

Une autre raison pour laquelle il importe d'examiner ces questions au Parlement et pourquoi nous avons essayé de le faire de diverses façons en discutant de ce projet de loi et de garantir que la possibilité de signer des traités ne sera pas utilisée pour contourner le Parlement, c'est parce que cela réduit la mesure dans laquelle nous pouvons compter sur le GATT et respecter ses règles comme nous l'avons fait dans le passé.

Vous siégez à la Chambre depuis longtemps, monsieur le Président, et vous savez à quel point c'est important et comment nous avons su respecter nos obligations à cet égard dans le passé. Nous avons participé activement aux négociations du GATT. Il y a à peine quelques mois, le Canada a joué un rôle très actif au début des négociations de l'Uruguay Round sur les réductions tarifaires. Cela a pris bien du temps et toutes les négociations se sont déroulées en public, mais même là, nous avons eu des problèmes. En effet, les réductions tarifaires du Tokyo Round, du Kennedy Round, et ainsi de suite, se sont faites sans l'approbation directe du Parlement.